

haite que nous puissions peut-être éventuellement aider cet orchestre, si certains développements se produisent mais je crois que c'est à lui qu'il revient maintenant de voir où il doit se diriger.

[Traduction]

M. l'Orateur: A l'ordre. Les députés comprendront que la période des questions est écoulée. Elle a pris fin il y a quelques minutes. Le député voudrait-il se rasseoir?

[Français]

Je permettrai à l'honorable député de poser sa question supplémentaire, après quoi, comme je l'ai dit tantôt, je donnerai la parole à l'honorable chef de l'opposition officielle.

M. Lachance: Monsieur le président, la question supplémentaire que je désirais poser hier fait suite à la déclaration de l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources...

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai permis à l'honorable député de poser une question, mais il me semble qu'il pourrait poser l'autre demain.

* * *

[Traduction]

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LE PÉTROLE—LE DROIT DES COMPAGNIES QUANT À LA RÉPARTITION DES FOURNITURES DES PAYS NON ARABES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Sait-il pour quelle raison les compagnies qui approvisionnent le Canada en pétrole provenant de pays non arabes réduiraient unilatéralement ou attribueraient à d'autres pays les quantités destinées au Canada?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, s'il se produit une interruption générale des approvisionnements internationaux, ce serait la raison d'une telle réduction.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire.

M. l'Orateur: A l'ordre. Un certain nombre de députés cherchent à poser des questions supplémentaires sur ce sujet. Il est évident que la discussion pourrait se poursuivre assez longtemps. Je donne la parole au chef de l'opposition et lorsqu'il aura terminé, nous passerons à l'ordre du jour. Les députés pourraient poser leurs questions supplémentaires demain, y compris le député de Lafontaine.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au premier ministre si son gouvernement reconnaît que les sociétés internationales approvisionnant le Canada en pétrole provenant de pays non arabes ont le droit de distribuer ces approvisionnements à d'autres pays pour assurer un partage équitable des réductions ou si le gouvernement est d'accord que toute modification de la distribution doit être fondée sur les décisions des gouvernements, y compris le gouvernement canadien, plutôt qu'en fonction des décisions des sociétés pétrolières internationales?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne les droits juridiques de

Questions orales

ces sociétés, je pense que c'est une question qui dépend du contrat et il s'agirait de déterminer si un tel droit est prévu dans la loi, mais pour ce qui est de déterminer si elles ont un droit politique ou moral de le faire, le chef de l'opposition devrait se reporter à la réponse que j'ai donnée hier à la Chambre. Je suis heureux d'apprendre que son parti appuierait le nôtre si nous pouvions arriver à des ententes à l'amiable pour veiller à ce que les Canadiens soient sûrs d'être approvisionnés.

M. l'Orateur: Passons à l'ordre du jour. Je pense que le député de Saint-Jean-Lancaster désire faire le rappel habituel au Règlement.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

DÉCLARATION HEBDOMADAIRE

M. Bell: Monsieur l'Orateur, je veux seulement demander au leader du gouvernement à la Chambre quels travaux sont prévus pour les quelques prochains jours et aussi loin qu'il peut prévoir en décembre.

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, nous allons poursuivre l'étude du bill C-176, sur l'écoute électronique, et quand nous en aurons disposé, nous commencerons la deuxième lecture du bill C-233, concernant les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, puis du bill C-191, sur la libération conditionnelle, et du bill C-190, sur le Régime de pensions du Canada.

Je signale aux députés que j'espère pouvoir donner avis d'un bill concernant la situation pétrolière, qui pourrait subir la première lecture lundi. Dans ce cas, j'aimerais le mettre en délibération au début de la semaine.

M. Macquarrie: Monsieur l'Orateur, comme le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a déclaré il y a deux semaines qu'à moins que le bill C-211 ne soit adopté par la Chambre avant le 30 novembre, les chèques ne pourraient pas être émis pour le 1^{er} janvier, pourquoi la Chambre n'a-t-elle pas été saisie de cette mesure avant aujourd'hui?

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, je suis en contact étroit avec mon collègue et je puis dire à mon honorable ami que le bill sera présenté à temps pour répondre aux besoins des bénéficiaires.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, en ce qui a trait au bill sur les allocations familiales, qui n'a que la troisième lecture à franchir, je me demande si le leader du gouvernement à la Chambre ne pourrait pas s'entendre avec les partis d'opposition pour lui faire subir la troisième lecture sans qu'il y ait débat. Par là, je veux dire que nous serions disposés à le faire cet après-midi. Ne pourrait-il pas également faire procéder la troisième lecture du bill n° 2 sur le Régime de pensions du Canada, puisqu'il est sensé prendre effet en janvier?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, je serai heureux de consulter les leaders à la Chambre pour que nous nous entendions, si possible, sur d'autres points importants.

M. Ritchie: Monsieur l'Orateur, le président du Conseil privé pourrait-il nous dire quand la question du remaniement de la carte électorale sera renvoyée au comité voulu de la Chambre?